



1 COMPÉTITIVITÉ ET EXPORTATIONS ¹

1.1 CONTEXTE

La compétitivité de l'économie nationale est une des préoccupations des responsables politiques tout comme des analystes. Dans ce contexte, la BCL commente régulièrement l'évolution de la compétitivité moyennant un certain nombre d'indicateurs de prix et de coûts.

Pourtant, la compétitivité est un phénomène complexe, ce qui peut être illustré à l'exemple des exercices de ranking internationaux établissant chaque année une liste des nations analysées. Les institutions à la base de ces rankings utilisent une multitude d'indicateurs individuels qui sont alors agrégés afin d'obtenir un chiffre unique permettant dans une certaine mesure des comparaisons entre nations. Le choix des indicateurs individuels ainsi que leur poids relatif dans l'agrégat restent nécessairement dans une certaine mesure discrétionnaires, puisqu'il n'y a pas de critère objectif permettant de juger qu'un facteur spécifique soit *n* fois plus relevant pour la compétitivité d'une économie qu'un autre facteur.

Beaucoup de facteurs différents et d'approches divergentes peuvent être pris en compte dans une analyse du niveau et de l'évolution de la compétitivité. Un aspect de la compétitivité fréquemment évoqué est la performance exportatrice d'une économie, approximée par l'évolution des parts de marchés des exportateurs du pays sous revue.

C'est à ce niveau qu'intervient la méthodologie relative à l'«Analyse de la part de marché constant» (APMC). Elle décompose l'évolution des exportations en une composante «structure» d'une part et un résidu, la composante «compétitivité», d'autre part.

1.2 PRINCIPE DE L'APMC

L'idée à la base de l'APMC est simple. Une augmentation (diminution) de la part de marché peut au moins en partie ne pas être due à un gain (une perte) de compétitivité – telle que par exemple mesurée par les indicateurs de compétitivités prix/coûts évoqués – mais au simple fait que dès le début de la période sous revue, les exportations du Luxembourg aient été relativement plus (moins) spécialisées dans des catégories de biens qui dans la suite ont connu une demande internationale plus (moins) forte que la demande internationale moyenne. De même, il se peut que les exportations du Luxembourg aient plus que proportionnellement été orientées dès le «début» vers des pays dont les importations ont par la suite plus fortement augmenté que ceux du marché de référence.

Ainsi, sans qu'à l'intérieur d'une seule catégorie de biens – et de même à l'intérieur d'un pays spécifique –, les exportations luxembourgeoises réalisent une modification de leur part de marché, la part de marché des exportations luxembourgeoises *totales* peut subir une modification par le seul fait que le commerce international des différents biens – comme les importations des différents pays – ne se développe pas à un rythme unique, identique.

L'idée est donc qu'une partie de la performance exportatrice relative d'un pays n'est pas due à une modification de sa compétitivité, mais à la *structure* de ses exportations en termes de produits et de destinations. L'APMC permet d'isoler cet effet de structure.

Cet effet de structure peut être divisé en un effet «produit (ou bien)» et un effet «marché (ou pays)»².

1 Par Erik Walch et Paolo Guarda (Programmation)

2 S'y ajoute une troisième composante de l'effet «structure», l'effet «mixte», qui est un résidu et qui correspond à l'interaction entre l'effet «produit» et l'effet «destination». Pour une présentation détaillée de la méthodologie, voir ECB: Occasional Paper No 30: «Competitiveness and the Export Performance of the Euro Area», June 2005.

L'impact d'une modification de la compétitivité sur la performance exportatrice serait alors reflété dans la différence entre la variation de la part de marché exportatrice agrégée d'un côté et l'effet «structure» de l'autre côté. L'effet «compétitivité» est ainsi traité comme la variation de la part de marché non expliquée par l'effet «structure».

Dans la suite de cette analyse, l'APMC sera appliquée aux exportations luxembourgeoises de biens.

1.3 CHOIX DES DONNÉES

1.3.1 La zone euro comme repère de référence

Afin d'évaluer au mieux l'évolution de la part de marchés du Luxembourg, l'idéal serait de disposer de données harmonisées relatives aux importations (selon catégories de biens) pour la grande majorité des pays du Monde entier. Hélas, nous ne disposons pas de ces données. Par contre, nous allons considérer que les exportations des pays de la zone euro (EA13) sont un repère de références approprié pour la performance des exportations luxembourgeoises et nous allons vérifier dans quelle mesure un accroissement ou bien une diminution éventuels de la part relative des exportations luxembourgeoises dans les exportations EA13 ont été dus à l'effet «structure» ou bien à l'effet «compétitivité». Nous utilisons 10 catégories de biens ainsi que 36 pays partenaires (dont les résultats, afin de faciliter leur présentation, seront regroupés en 11 entités géographiques). L'étude couvre les années 1999 (année de l'introduction de l'euro) jusqu'à 2007 inclus.

1.3.2 Limitation aux biens

Les données relatives aux exportations selon un grand nombre de pays destinataires et de catégories de produit pour les années 1999 à 2007 dont nous disposons se limitent aux *biens* (en valeur). Les données disponibles auprès d'Eurostat concernant les exportations de services sont trop incomplètes et ne suffisent donc pas à nos fins, surtout en ce qui concerne les échanges internationaux de services financiers.

1.3.3 Concept national vs. concept communautaire

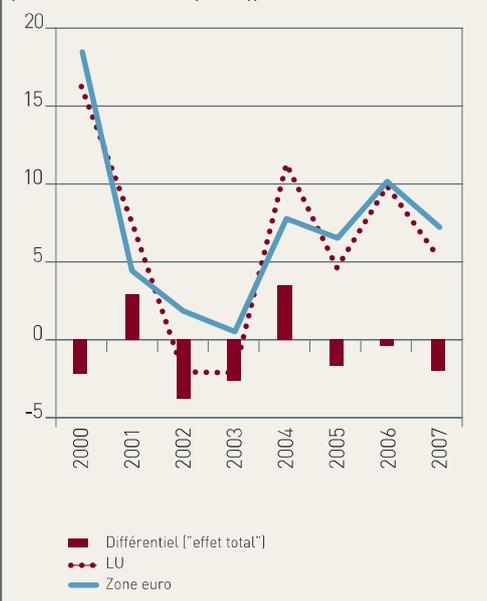
Pour les exportations de biens, Eurostat ne disséminant que des données établies selon le concept «communautaire», l'interprétation de ces données, surtout dans le cas du Luxembourg, s'avère problématique. Le concept «communautaire» traite les biens en transit comme des importations et des exportations. Il s'agit de biens qui sont réexportés immédiatement après leur arrivée de l'étranger ou bien qui sont simplement dédouanés au Luxembourg avant d'être réexportés. Ces flux de biens ne sont cependant pas comptés parmi les importations ni les exportations dans le concept dit «national». Il est vrai que, surtout dans le cas d'un pays aussi petit et «ouvert» que le Luxembourg, des statistiques établies selon le concept «communautaire» risquent de dessiner une fausse image – image trop optimiste – de la performance exportatrice. Vu cette limitation – utilisation de données selon le concept «national» pour le Luxembourg et selon le concept «communautaire» pour la zone euro, il convient d'interpréter les résultats de l'APMC avec prudence.

1.4 RÉSULTATS DE L'APMC

1.4.1 Evolution de la part de marché des exportations luxembourgeoises

L'évolution des exportations totales de biens du Luxembourg a été étroitement liée à celle des exportations de la zone euro (voir graphique 1). Non seulement les taux de croissance à chaque moment ne diffèrent que peu, de plus, les points de retournement sont identiques. Il semble remarquable que les exportations

Graphique 1
Exportations du Luxembourg et de la zone euro
(variation annuelle (en %))



Source: Eurostat, STATEC, calculs BcL

Graphique 2
Part relative des exportations luxembourgeoises
dans les exportations de la zone euro (en %)



Source: Eurostat, STATEC, calculs BcL

d'une économie aussi petite et ouverte n'aient pas évolué de manière nettement plus volatile que celles de la zone euro, dont les chiffres correspondent à une moyenne de 13 pays.

Vu cette évolution relativement parallèle, la part relative du Luxembourg dans les exportations de la zone euro n'a que peu varié au cours de la période sous revue. En fait, elle a, en moyenne, légèrement baissé: de 0,474% en 1999 à 0,445% en 2007. Tandis que pendant la période allant de 1999 à 2004, la part luxembourgeoise n'a pas affiché de tendance claire, les 3 dernières années sous revue sont marquées d'un recul léger et continu de cette part.

La croissance moyenne des exportations de la zone euro est de 6,9% alors que la valeur correspondante pour le Luxembourg s'élève à 6,1%. C'est ce différentiel de croissance d'environ 0,9 p.p. par an que l'APMC permet de diviser en une première partie «effet structure» et une deuxième partie «effet compétitivité»; l'effet «structure» est de plus décomposé dans les 3 parties «produit», «marché» et «mixte».

Le tableau 1 ci-dessous fournit un résumé des résultats de l'APMC.

Tableau 1
Résumé des résultats de l'APMC

(moyennes annuelles en p. ³)	2000-2001	2002-2004	2005-2007	1999-2007
Part de marché des exportations LU dans les exportations de la zone euro 13 (en %)	0,473	0,457	0,451	0,460
Variation des exportations de l'EA13 (en %, moyennes annuelles)	11,4	3,4	7,9	7,1
Variation des exportations LU (en %, moyennes annuelles)	11,7	2,3	6,6	6,3
Effet total	0,34	-1,04	-1,34	-0,81
Effet structure	-2,08	-0,16	0,42	-0,42
Effet produit	-0,98	0,06	1,15	0,21
Effet marché	-1,00	0,01	-0,21	-0,32
Effet mixte	-0,11	-0,22	-0,52	-0,31
Effet compétitivité	2,43	-0,88	-1,76	-0,39

Source: Eurostat, STATEC, calculs BcL

Au cours de la première période (2000-2001), un effet structurel en défaveur du Luxembourg a été compensé par un effet compétitivité positif, menant à une croissance moyenne très similaire des exportations des deux économies comparées. De 2002 à 2004, le commerce extérieur est moins dynamique, pour la zone euro au total comme pour le Luxembourg. Les exportations luxembourgeoises n'atteignent pas le rythme de croissance de celles de la zone euro (-1 p.p. de différence par an), sous l'effet d'une compétitivité en recul. Cette perte de compétitivité s'est renforcée dans la période couvrant les 3 dernières années sous revue. Elle aurait mené à une perte de parts de marché plus forte que celle observée, si elle n'avait pas été partiellement compensée par un effet produit positif.

3 Afin que la somme des composantes de l'effet "total" corresponde à la différence entre les taux de croissance des exportations luxembourgeoises et européennes, on utilise ici des moyennes arithmétiques et non pas géométriques.

Les trois périodes prises individuellement, ce sont l'effet compétitivité et l'effet produit qui ont le plus marqué le profil de l'évolution relative des exportations luxembourgeoises. Ces deux effets affichent des tendances opposées: tandis que la spécialisation en termes de produits s'est améliorée depuis la fin des années '90, la perte de compétitivité pèse de plus en plus sur la performance des exportations luxembourgeoises. L'effet mixte n'est pas facile à interpréter. Il reflète le fait que la distribution des exportations à travers des différents pays destinataires n'est pas complètement indépendante de la distribution des exportations selon les différentes catégories de produits. Par conséquent, il n'est pas possible d'imputer la totalité de l'effet structure clairement à ses deux sous-composantes effet «marchés» et effet «produits». Pour une partie de l'effet structure, il n'est pas clair si elle résulte de l'effet «marchés» ou bien de l'effet «produits». Il est donc créée une troisième sous-composante intitulée «effet de structure mixte». La contribution de cet effet est négative dès le début et se renforce au cours des années. En moyenne sur la période sous revue, elle est pratiquement égale à l'effet «marchés» lui-même.

Les résultats de l'APMC seront examinés d'année en année afin de discerner les facteurs à la base de cette évolution.

1.4.2 Décomposition de l'effet total

Le graphique 3 montre que l'impact de la structure des exportations luxembourgeoises sur l'évolution relative des exportations a été négatif entre 1999 et 2003. En 2001 et 2002, l'impact dépasse à chaque fois les -2%.

L'unique gain de parts de marchés avant 2004, survenu en 2001, était exclusivement dû à un effet «compétitivité» particulièrement prononcé, qui a plus que compensé l'impact négatif de la structure des exportations.

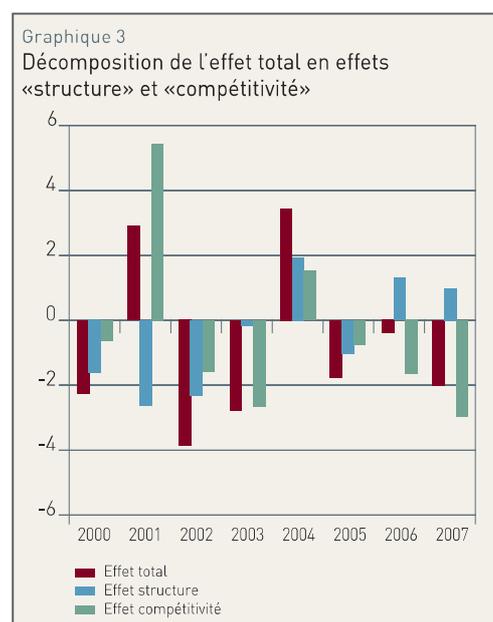
Après 2001, l'influence de l'effet «compétitivité» a été négative à l'exception d'une seule année, tandis que l'effet structure a eu un impact neutre voire positif sur la performance exportatrice à partir de 2003, à l'unique exception de 2005. En effet, pendant 3 ans sur 4 après 2003, la structure des exportations a été favorable à la performance du pays.

1.4.3 Décomposition de l'effet structure

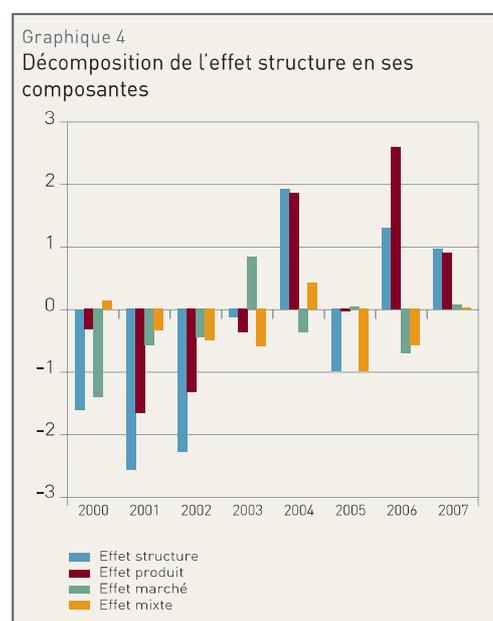
Lorsque l'on procède à la décomposition de l'effet structure, on s'aperçoit que c'est la spécialisation en termes de produits qui domine clairement l'impact de la structure sur les exportations.

Dans ce contexte, on constate un renversement de tendance survenu au cours des années sous revue. Pendant la première moitié de la période observée, la spécialisation en termes de produits des exportateurs luxembourgeois a eu un impact négatif. Cependant, à partir de 2004, la situation change: le Luxembourg exporte, en moyenne, des produits pour lesquels la demande augmente plus rapidement que pour la moyenne des produits.

Par contre, presque à chaque moment, l'orientation géographique des exportations a constitué un frein à la performance, le Luxembourg exportant surtout vers des pays dont les importations – approximées moyennant les importations provenant de la zone euro – ont augmenté à des taux inférieurs à la moyenne.



Source: Eurostat, STATEC, calculs BCL



Source: Eurostat, STATEC, calculs BCL

1.4.4 Décomposition de l'effet «produits»

Il est possible d'identifier la contribution de chaque catégorie de biens à l'effet produit. Les contributions sont déterminées en calculant la différence entre la part relative dans l'année de base (t-1) d'une catégorie de biens dans les exportations luxembourgeoises d'une part et dans les exportations de la zone euro d'autre part et en multipliant ce chiffre par le taux de croissance de cette catégorie dans les exportations de la zone euro.

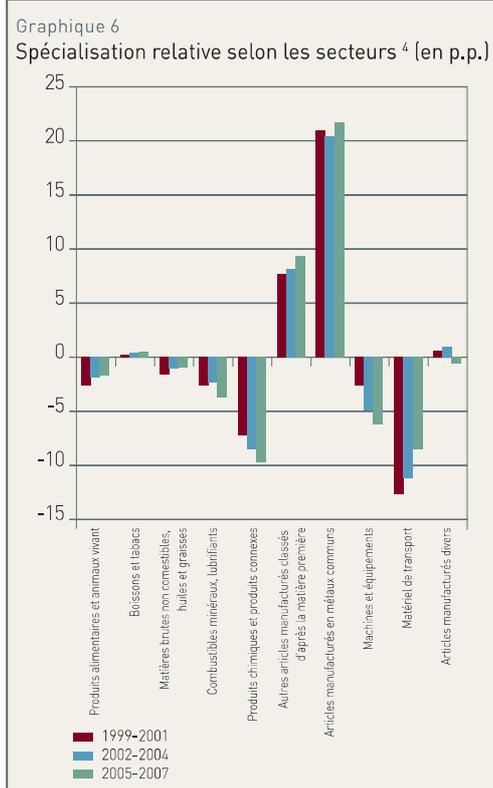


Par exemple, la contribution des «produits chimiques et produits connexes» en 2000 (-1,5 p. p.) correspond à:
 $-1,5 \text{ p. p.} \approx (6,2 - 13,2) * 21,7/100$

où 6,2 correspond à la part relative de cette catégorie de biens dans les exportations luxembourgeoises en 1999, 13,2 est la valeur correspondante pour la zone euro et 21,7 est le taux de croissance mesuré en 2000 pour les exportations de ce secteur au niveau de la zone euro.

Le résultat de ce calcul pour la totalité des catégories de biens et pour toutes les années est étonnant. Ce n'est quasiment qu'une seule catégorie de produits qui contribue positivement: les «Articles manufacturés en métaux communs» (voir graphique 5). Cet impact particulièrement positif résulte de la forte spécialisation luxembourgeoise dans ce secteur, combinée au fait qu'au niveau européen, les exportations de ces biens ont augmenté, entre 1999 et 2007, plus vite que les exportations en moyenne.

A l'exception de la catégorie «Autres articles manufacturés classés d'après la matière première», dont la contribution a été positive ou bien neutre, pratiquement toutes les autres catégories de biens pèsent de manière négative sur l'effet «produit» tout au long de la période sous revue.



Concernant les «Produits chimiques et produits connexes», les «Combustibles minéraux, lubrifiants» ainsi que le «Matériel de transport», leur poids relatif dans les exportations luxembourgeoises, les empêchent de réaliser une contribution positive, bien que le commerce international de ces biens ait connu une évolution assez dynamique.

Un regard plus détaillé sur la spécialisation relative des exportations luxembourgeoises montre le poids dominant des articles manufacturés en métaux communs, qui se maintient tout au long de la période observée (voir graphique 6). Par contre, une déspecialisation continue a lieu dans les secteurs des «Produits chimiques et les produits connexes» ainsi que dans le domaine des «Machines et équipements». D'autre part, le poids relatif du «Matériel de transport» ainsi que des «Produits manufacturés classés d'après la matière première» a augmenté.

En ce qui concerne les autres catégories de biens, leur importance relative correspond largement à celle des exportations de la zone euro.

Pour voir si la spécialisation en termes de produits est propice à la croissance (relative) des exportations, il convient de la juxtaposer à l'évolution de la demande

⁴ Calculée comme la différence entre la part relative d'un secteur dans les exportations luxembourgeoises et la part de ce secteur dans les exportations de l'EA13.

Source: Eurostat, STATEC, calculs BcL

internationale [ici approximée moyennant l'évolution des exportations de la zone euro].

Le graphique 7 montre, pour la zone euro, la croissance des exportations des différentes catégories de biens par rapport à la croissance moyenne des exportations. Ceci permet de voir dans quel secteur une spécialisation relative du Luxembourg aurait positivement contribué à des gains de parts de marché.

Il s'avère que la très forte spécialisation du Luxembourg dans les articles manufacturés en métaux communs a joué en faveur de sa performance exportatrice entre 2002 et 2004, mais surtout à partir de 2005. Par contre, le fait que les exportations luxembourgeoises comprennent relativement peu de produits chimiques a constitué un frein pour l'évolution du commerce extérieur, tout comme la spécialisation relative dans le domaine des «autres articles manufacturés classés d'après la matière première». Les résultats pour les combustibles minéraux (taux de croissance très élevés avant 2002 et après 2005) devraient être fortement marqués par l'évolution du prix du pétrole (en euro).

1.4.5 Décomposition de l'effet «marchés»

L'effet marchés a été constamment négatif ou zéro, à l'exception d'une seule année. L'analyse montre donc que l'orientation géographique des exportations luxembourgeoises a eu tendance à freiner leur évolution relative. L'effet «marchés» individuel par pays (ou par groupe de pays) est obtenu de manière analogue à celle de l'effet «produit» (voir en haut).

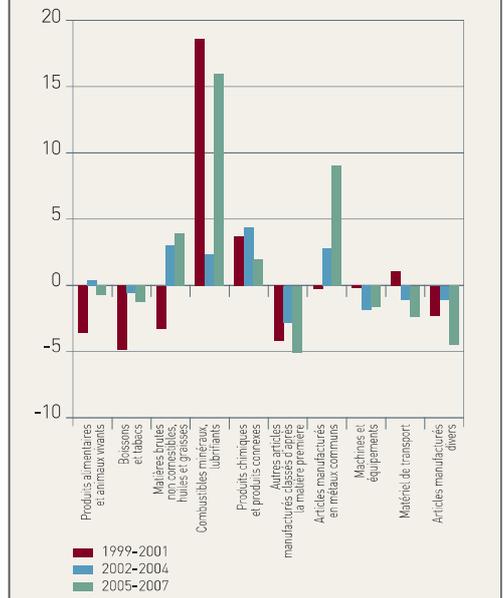
Le fait que le Luxembourg a été peu spécialisé dans les marchés à croissance particulièrement élevée, tels que les pays BRIC⁶ ainsi que les nouveaux Etats Membres de l'UE, l'a empêché de réaliser un effet «marchés» positif. Les trois pays pour lesquels des contributions positives se dégagent sont les pays limitrophes, Allemagne, Belgique et France, en raison du poids élevé de ces pays dans les exportations du Luxembourg ; cependant les flux d'exportations des économies servant de référence vers ces pays évoluent de manière relativement lente.

Comme pour les différentes classes de biens, on va procéder à une analyse plus détaillée de la spécialisation relative, en termes géographiques, des exportations luxembourgeoises.

Le profil de la spécialisation relative du commerce international luxembourgeois semble clair: en comparaison à la zone euro des 13 pays membres, les exportateurs luxembourgeois sont beaucoup plus orientés vers nos 3 pays voisins. Tandis qu'au début de la période observée, le degré de spécialisation relative sur les marchés allemands et français était quasiment identique, les exportations sont aujourd'hui relativement plus orientées vers notre voisin à l'Est.

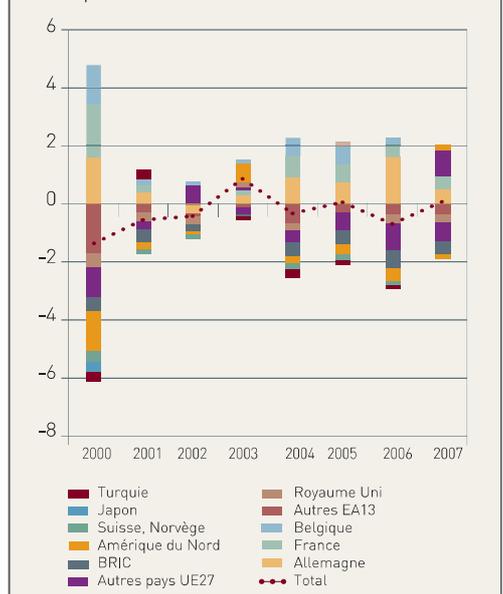
L'autre face de la médaille consiste en une faible orientation de nos exportations vers les autres pays de la zone euro respectivement vers les autres Etats membres de l'Union des 27, y compris les nouveaux

Graphique 7
Croissance relative des différents secteurs au niveau des exportations de la zone euro⁵ (en p.p.)



Source: Eurostat, STATEC, calculs BCL

Graphique 8
Décomposition de l'effet «marchés»

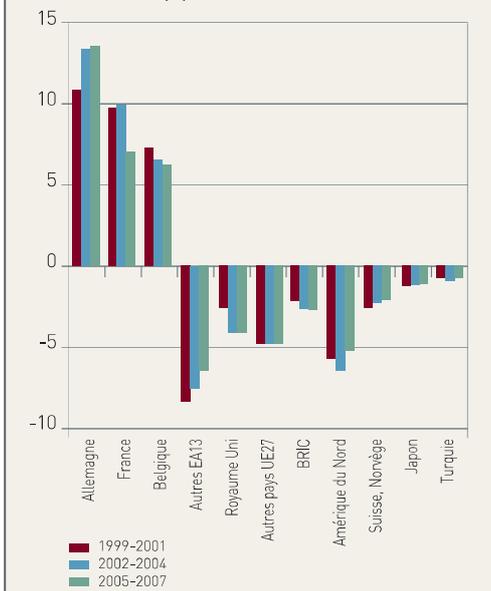


Source: Eurostat, STATEC, calculs BCL

5 Les valeurs sont obtenues en calculant la différence entre les croissances des exportations du secteur respectif et la croissance moyenne des exportations de l'EA 13.

6 Brésil, Russie, Inde, Chine

Graphique 9
Spécialisation relative selon les marchés de destination⁷ (en p.p.)



Source: Eurostat, STATEC, calculs BcL

pays membres. Les exportations vers les pays BRIC, les Etats-Unis comme vers le Canada sont également relativement faibles. Ceci s'applique également, bien qu'à une moindre mesure, à la Suisse, à la Norvège, au Japon et à la Turquie.

La croissance relative des différents marchés de destination (voir graphique suivant) montre que la spécialisation géographique du Luxembourg ne joue pas en sa faveur: ses plus grands débouchés n'augmentent leurs importations qu'à un rythme moyen voir légèrement inférieur à la moyenne. D'autre part, les «autres pays membres de l'UE27» tout comme les pays «BRIC» ont augmenté leurs importations provenant de la zone euro à une vitesse plus élevée. Or, le Luxembourg ne fournit qu'une partie relativement petite de ses exportations vers ces régions. Par conséquence, il profite, toute chose égale par ailleurs, moins de la croissance rapide de ces marchés que la moyenne des Etats membres de la zone euro.

1.4.6 Effet compétitivité

L'évolution et l'impact de la compétitivité sur les exportations, tel que mesuré par l'APMC, ont été présentés dans le tableau 1 ainsi que dans le graphique 3.

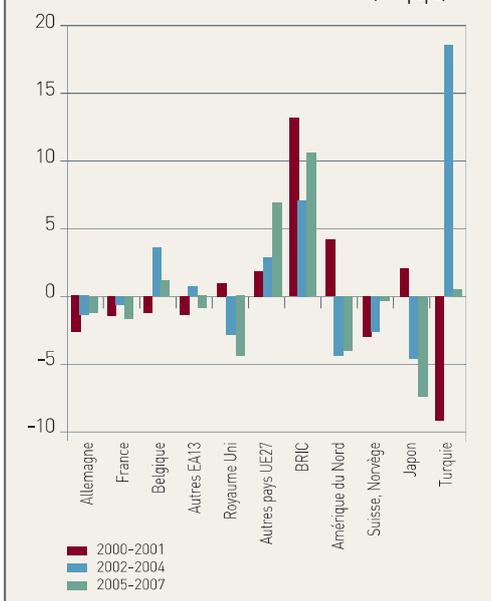
Afin d'isoler l'impact d'une catégorie de biens ainsi que d'une destination géographique *individuels* sur la compétitivité, on va procéder à une décomposition de l'effet compétitivité selon ces deux variables.

Les impacts individuels respectifs sont obtenus en calculant d'abord la différence de la croissance d'une catégorie de biens respectivement d'un (groupe de) pays entre le Luxembourg et la zone euro, puis en multipliant cette différence avec la part relative de ce produit ou marché dans les exportations luxembourgeoises observée dans la période précédente.

L'effet compétitivité, bien qu'ayant été négatif en moyenne, a été très divers selon *les différents secteurs*: dans 5 secteurs sur 10, des gains de compétitivité ont été réalisés; des pertes sont observées pour 4 secteurs et pour un secteur, en moyenne aucun effet compétitivité ne se dégageait.

Les gains de compétitivité les plus significatifs pour la performance des exportations totales ont été réalisés dans les secteurs «Autres articles manufacturés classés d'après la matière première» et «Matériel de transport», avec des contributions respectives de 0,4 et 0,5 p.p., à l'effet total de -0,4. Par contre, les «Articles manufacturés en métaux communs» qui avaient de loin l'impact positif le plus important sur l'effet «produits» contribuent négativement (-0,7 p.p.): ceci indique qu'en moyenne sur la période observée, les exportations dans ce secteur ont été moins dynamiques que l'évolution de la demande internationale pour ce genre de produit pouvait laisser attendre et cela relativise la forte contribution de ce secteur à la croissance des exportations luxembourgeoises.

Graphique 10
Croissance relative des différents marchés de destination au niveau de la zone euro⁸ (en p.p.)



Source: Eurostat, STATEC, calculs BcL

Des pertes de compétitivité sont également observées pour le secteur «Produits chimiques et produits connexes» et ceci aussi bien en moyenne que pendant chacune des sous-périodes.

- 7 Calculée comme la différence entre la part relative d'un marché dans les exportations luxembourgeoises et la part de ce marché dans les exportations de la zone euro.
- 8 Les valeurs sont obtenues en calculant la différence entre la croissance des exportations vers le pays ou la région respectifs et la croissance moyenne des exportations de la zone euro.

Tableau 2
Contributions des secteurs respectivement des marchés à l'effet compétitivité

	2000-2001	2002-2004	2005-2007	1999-2007
Secteurs				
Produits alimentaires et animaux vivants	0,34	0,10	0,09	0,16
Boissons et tabacs	0,16	0,10	-0,02	0,07
Matières brutes non comestibles; huiles et graisses	-0,06	0,25	-0,03	0,07
Combustibles minéraux, lubrifiants	0,04	0,14	-0,18	0,00
Produits chimiques et produits connexes	-0,27	-0,34	-0,22	-0,28
Autres articles manufacturés classés d'après la matière première	-0,18	0,74	0,40	0,38
Articles manufacturés en métaux communs	-0,39	0,58	-2,16	-0,69
Machines et équipements	2,68	-2,57	0,19	-0,22
Matériel de transport	0,00	0,63	0,66	0,48
Articles manufacturés divers	0,09	-0,51	-0,50	-0,36
Total	2,43	-0,88	-1,76	-0,39
Marchés				
Allemagne	1,02	0,68	-0,18	0,44
France	-0,70	-0,08	-1,34	-0,71
Belgique	-0,19	-0,27	-0,19	-0,22
autres EA13	1,69	0,10	-0,64	0,22
Royaume Uni	0,84	-1,26	0,01	-0,26
Autres pays UE27	-0,05	0,22	0,16	0,13
BRIC	-0,19	0,04	0,24	0,06
Amérique du Nord	-0,09	-0,24	0,07	-0,09
Suisse, Norvège	0,16	-0,06	-0,04	0,00
Japon	0,02	-0,06	0,00	-0,02
Turquie	-0,07	0,06	0,14	0,06
Total	2,43	-0,88	-1,76	-0,39

Source: Eurostat, STATEC, Calculs BCL

Plus en détail, il s'avère que l'effet compétitivité particulièrement positif observé en 2001 (voir graphique 3) est exclusivement dû aux «machines et équipements». Il s'agissait d'un effet isolé, non-récurrent: dans la période suivante (2002 à 2004), l'effet compétitivité de cette catégorie est du même ordre de grandeur mais a le signe opposé et, en moyenne sur la période entière de 9 années, les exportations de ces biens augmentent moins rapidement que l'évolution et la structure de la demande internationale pouvaient laisser attendre (impact de -0,2 p.p. sur l'effet compétitivité moyen de -0,4 p.p.).

Du côté des différentes destinations géographiques, le Luxembourg a perdu en compétitivité sur les marchés français (-0,7), belge (-0,2) et du Royaume-Uni (-0,3 p.p.). Par contre, l'évolution des exportations témoigne d'un gain de compétitivité sur les marchés allemand (0,4 p. p.) et, en moyenne, ceux des «autres membres de la zone euro» comme des «autres Etats Membres de l'Union des 27».

1.5 CONCLUSION

Partant de l'idée que la performance exportatrice d'un pays peut être un indicateur utile pouvant servir à analyser voire mesurer l'évolution de la compétitivité, l'APMC a permis d'aller plus loin et d'isoler l'impact de la structure des exportations de l'impact de la compétitivité proprement dite.

Ainsi l'analyse faite montre que le Luxembourg a en effet perdu des parts de marché au cours de la période sous revue. La structure de nos exportations, plus concrètement leur orientation géographique, a contribué à cette évolution négative. Cependant, la structure de nos exportations est insuffisante pour expliquer à elle seule la totalité de cette perte de parts de marché. Après détermination de l'impact de l'effet



«structure», la moitié du différentiel de croissance entre les exportations luxembourgeoises et celle des pays de référence reste à être expliquée et l'APMC impute ce résidu à l'évolution de la «compétitivité». Si le résultat de l'analyse ne contredit par conséquent pas le message souvent donné que le Luxembourg est en train de perdre de la compétitivité, l'APMC permet cependant de nuancer ces vues en montrant que la structure des exportations est responsable d'une partie de l'évolution relativement plus faible de nos exportations de biens.

Finalement, l'APMC a permis d'identifier l'évolution de la compétitivité – ajustée pour les effets de structure – au niveau des différents secteurs ainsi qu'au niveau des pays partenaires individuels.

Il convient cependant de garder à l'esprit certaines limites de l'APMC. D'abord, elle permet d'identifier l'évolution de la compétitivité à un niveau très désagrégé, mais elle ne révèle pas les *causes* de cette évolution observée. Puis, dans notre cas concret, la comparabilité des données luxembourgeoises et européennes a été limitée par l'utilisation de deux méthodologies non-identiques (concept national et concept communautaire). Par conséquent, les résultats doivent être interprétés avec prudence. Finalement, notre analyse est limitée aux biens, qui ne représentent pas le gros des exportations du Luxembourg. Les conclusions se limitent donc au seul secteur des biens marchands et ne concernent pas la compétitivité de l'ensemble de l'économie. Une analyse incluant l'évolution des services pourra se faire dès que des statistiques suffisamment détaillées deviennent disponibles.